Sylvain Brunier, *Le bonheur dans la modernité.
Conseillers agricoles et agriculteurs (1945-1985)*

Pierre Cornu

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/17736>

DOI : 10.4000/etudesrurales.17736

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2019

Pagination : 222-226

ISBN : 978-2-7132-2789-9

Référence électronique

Pierre Cornu, « Sylvain Brunier, *Le bonheur dans la modernité. Conseillers agricoles et agriculteurs (1945-1985)* », *Études rurales* [En ligne], 204 | 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/17736> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.17736>

Comptes rendus

Sylvain Brunier,

Le bonheur dans la modernité.

Conseillers agricoles et agriculteurs (1945-1985),

Lyon, ENS Éditions (« Gouvernement en question(s) »), 2018, 280 p.

Les études rurales françaises présentent dans la durée trois singularités majeures : leur aptitude à hybrider les disciplines, leur goût pour le dialogue entre chercheurs et acteurs et leur passion pour la réflexivité historique. La thèse de Sylvain Brunier, soutenue en 2012 à Grenoble et ici publiée sous une forme condensée et remaniée, est emblématique de ce goût pour les chemins de traverse dans les paysages de la modernisation agricole et rurale contemporaine. En effet, initialement inscrite en histoire, cette thèse s'est largement nourrie de sociologie, au point de mener Sylvain Brunier à une carrière de chercheur dans cette discipline – sans que les qualités d'historien de l'auteur en pâtissent aucunement. Ce livre illustre à la fois la richesse de ces apports et la maturité acquise dans

leur brassage, offrant au lecteur un parcours très incarné et très réflexif dans l'histoire du conseil agricole.

Fondée sur un riche ensemble d'archives publiques et privées, en provenance notamment des chambres d'agriculture, et sur un corpus de 40 entretiens semi-directifs, cette recherche parvient à dialoguer aussi bien avec l'historiographie de la modernisation agricole qu'avec celle de la dynamique des mondes professionnels et, sur un plan plus méthodologique, avec la théorie de l'action publique et de la « prescription ». Mais sa principale originalité est de donner à lire le produit d'un véritable partage de l'histoire avec les agents du développement agricole de la seconde moitié du ^{xx}e siècle, invités par l'auteur à penser avec lui l'aventure à laquelle ils ont participé, dans une

forme de socio-histoire réflexive qui mobilise non seulement la mémoire des acteurs, mais aussi celles de la sociologie, de la psychologie et, de manière plus marginale, de l'économie des mondes agricoles. De fait, les conseillers et conseillères agricoles se sont trouvés tout au long de leur histoire, c'est-à-dire des lendemains de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1980, à l'interface d'un grand nombre de mondes sociaux : ceux de la production, de l'agrofourmiture, du syndicalisme et de l'action consulaire, de la recherche et des politiques publiques, bref de l'ensemble des parties prenantes de la fabrique de la modernité aux champs.

Si l'objet des investigations de l'auteur est bien de restituer la parole et le rôle des conseillers, elles se donnent également un but plus ambitieux, qui est de sortir le récit de la modernisation agricole du fatalisme historique dominant, en restituant la part d'*agency* des acteurs de cette histoire, notamment dans les mondes sociaux de la petite culture, dans une filiation assumée avec les travaux de Pierre Muller et, plus largement, des sociologues de la pratique qui, de Jacques Rémy à Bruno Lemery ou Claude Compagnone, ont pensé la relation entre chercheurs, techniciens et agriculteurs tout en l'accompagnant dans la longue durée des décennies modernisatrices et de leurs suites désenchantées.

Les conseillers agricoles, *brokers* mal connus, mal compris et aujourd'hui largement oubliés de la modernisation, ne se sont pas contentés, en effet, d'exercer une activité

descendante d'acculturation. Ils ont également apporté une intelligence située aux choix individuels et collectifs opérés par les agriculteurs, utilisant des outils d'ingénierie et de gestion, mais aussi des ressources cognitives plus hybrides, entre savoirs vernaculaires et innovation *bottom-up*, dans une économie morale de la *metis* très finement analysée par Sylvain Brunier.

La chronologie envisagée par l'auteur, de l'après-guerre nourri de rêve américain aux désillusions des années de crise, lui permet d'écrire une histoire à hauteur d'hommes et de femmes, qui interroge période après période ce que « moderniser » veut dire pour l'univers social de l'agriculture familiale française, engagée dans un pacte faustien avec le capital pour se réaliser comme profession. Les terrains d'enquête retenus, dans les départements de l'Isère et de la Savoie, sont à la fois emblématiques de l'*ethos* catholique dominant du monde du conseil agricole, fortement lié à la jeunesse agricole catholique (JAC) jusqu'aux années 1970 au moins, et néanmoins profondément originaux par les contrastes qu'ils présentent entre zones de plaine et zones de montagne.

Ces dernières, qui se révèlent rapidement inaptes à recevoir l'évangile de la modernisation dans sa forme canonique, trouvent leur voie dans des formes hétérodoxes d'agriculture spécialisée associée au tourisme, offrant aux conseillers des voies de réinvention de leur métier qui n'auraient pas été possibles dans d'autres contextes.

Mobilisant culture historiographique pluridisciplinaire, citations d'entretiens et analyses contextualisées, cette histoire se développe selon un plan chrono-thématique tout à fait convaincant, même si quelques épisodes majeurs, comme l'activisme législatif de la période 1959-1966 ou les tâtonnements de la gauche au pouvoir dans la période 1981-1983, se trouvent un peu éparpillés dans l'analyse.

Le premier chapitre expose, dans le contexte de la reconstruction de l'après-guerre, les réflexions et tâtonnements politiques de la mise en place des instruments de l'accompagnement de la relance de la production agricole nationale, à partir d'une réflexion critique des élites technocratique, agronomiques et professionnelles sur le « retard français », nourrie d'analyses comparées avec les modèles de l'Europe du nord et des États-Unis. René Dumont joue ici un rôle majeur. Dans cette phase, ce sont l'appareil d'État d'une part, et le monde social des grandes cultures d'autre part, qui sont les acteurs principaux des initiatives modernisatrices, et qui créent le « métier » de conseiller, d'abord de façon purement instrumentale. Mais comme le démontre de manière très pertinente le chapitre 2, la profession agricole et ses institutions syndicales et consulaires prennent assez vite le dessus sur les services de l'État et font passer les conseillers dans leur giron, tout en leur laissant suffisamment de marge de manœuvre pour créer une relation de confiance durable avec le monde des petits et moyens

exploitants engagés dans un processus de modernisation. Les pouvoirs publics prennent acte de cette réalité avec le décret de 1959 qui reconnaît le métier de conseiller, puis avec les lois d'orientation agricole de 1960 et de 1962, qui donnent une forte impulsion au développement agricole par la modernisation. De fait, la dynamique initiée dans les années 1950 s'amplifie et se ramifie dans la décennie suivante, notamment avec la création des groupements féminins de valorisation agricole, ouvrant la profession de conseiller à des femmes, comme l'illustre le chapitre 3 avec une très grande richesse de témoignages. Ce n'est en effet pas le moindre mérite de ce travail que de donner la parole aux conseillères et d'analyser avec beaucoup de subtilité l'asymétrie de genre aussi bien du métier de conseiller que de celui d'agriculteur. Après les événements de 1968 et l'entrée dans la crise industrielle, le projet modernisateur perd de sa vigueur et de sa cohérence, et le monde professionnel des conseillers en pâtit lui aussi, contraint de naviguer à vue dans des eaux agitées, analysées dans le chapitre 4 au prisme des archives des organisations et des institutions. Réformes du développement, critiques du productivisme et montée des méthodes managériales mettent en difficulté une profession fondée sur un idéal de polyvalence. Contraints de se spécialiser, soumis à une normalisation administrative qui les divise sur la voie à suivre pour défendre leurs droits et leurs missions, les conseillers réalisent à leurs dépens la différence qu'il y a entre exercer un métier et bénéficier d'un

statut. L'arrivée de la gauche au pouvoir et les promesses des États généraux du développement, analysées dans le cinquième et dernier chapitre, ne créent qu'une éphémère embellie, prélude à un éparpillement des trajectoires individuelles et à l'occultation du monde professionnel des conseillers dans la nébuleuse des « techniciens » des systèmes de production, de leur amont et de leur aval.

Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut retenir trois conclusions fortes de ce travail. La première touche à l'approche de la modernisation agricole en termes de rationalité procédurale. Les agriculteurs engagés dans le processus sont certes des « dominés », ils n'en sont pas moins acteurs de leur histoire, et les conseillers qui interagissent de manière essentiellement horizontale avec eux portent témoignage d'arrangements très substantiels par rapport aux « paquets techniques » de la modernisation et aux modes d'emploi qui les accompagnent. De ce point de vue, l'ouvrage est tout à fait convaincant et doit être médité par tous ceux qui s'intéressent à la réalité incarnée du processus modernisateur.

La deuxième conclusion touche à l'*ethos* propre du monde professionnel des conseillers, qui se construit dans un mimétisme imparfait avec le monde agricole, mais surtout dans une stratégie de la distinction vis-à-vis des autres acteurs para-agricoles, et notamment des techniciens de l'agro-fourmiture, du soin aux animaux et aux cultures ou encore des services financiers et de gestion. Agents de l'intégration à l'économie de mar-

ché de l'agriculture, les conseillers, eux, n'ont rien à vendre, ce qui, à la fois, les valorise et les fragilise. Pendant deux décennies au moins, ils ont pu prétendre porter avec fierté le projet de la modernisation d'une entité « exploitation » indissociablement foncière, familiale, technique et entrepreneuriale – bref, d'un mode de vie autant que d'une structure économique. Sylvain Brunier ne répond pas à la question de savoir si le personnelisme chrétien aurait servi de cheval de Troie à la rationalisation capitaliste de l'agriculture, et il a raison : la rationalisation a bien eu lieu, mais le personnelisme ne s'est pas dissous dans l'affaire, non plus que l'utopie d'une agriculture « ménagère », pour parler comme le groupe de Seillac (constitué en 1992 autour de l'ex-ministre de l'Agriculture, Edgard Pisani, qui plaide pour une refondation de la politique agricole). L'histoire culturelle ne s'analyse pas avec les mêmes outils que celle des rapports de force économiques, et toutes les défaites n'y sont pas définitives.

Troisième et dernier point que nous inspire la lecture de cet ouvrage : la pertinence de l'approche weberienne de la modernisation. Dynamiques sociales, systèmes de valeurs et horizons de réalisation individuels et collectifs apparaissent extraordinairement intriqués dans le destin de l'agriculture française des années 1945-1985, les conseillers agricoles s'étant affirmés au fil des décennies, de manière précaire mais néanmoins fortement incarnée, comme les porte-parole d'une vocation de l'exploitation familiale non pas tant

à se « convertir » à la modernité qu'à convertir cette dernière à ce qu'elle avait à lui proposer : une cohérence historiciste, un élan collectif inscrit dans une vision positive du temps, avec comme facteur de transformation un « fait technique » agricole compris non comme pure rationalisation, mais comme raison et valeur encapsulées dans un même effort. Cette vocation a en partie échoué, pour les exploitants et peut-être plus radicalement encore pour les conseillers. Mais elle n'est pas sans legs, et sans doute pas sans postérité, comme Sylvain Brunier le laisse entendre dans sa conclusion.

Comme on le voit, cet ouvrage ouvre de vastes horizons de réflexion, et il prête généreusement son matériau historique à des questionnements qui vont au-delà de l'histoire d'un monde professionnel particulier. À lire cette histoire, on aimerait d'ailleurs poser à son auteur des questions sur des aspects dont il mentionne l'importance, mais qu'il ne traite que par petites touches : le rôle de la recherche et des instituts techniques, l'impact de l'évolution de la pensée économique et des outils de gestion, le rôle de la formation professionnelle des jeunes agriculteurs dans les changements de leurs

rapports à l'expertise, ou encore la capacité des conseillers à penser la relation de la production agricole aux évolutions de la demande sociale et des attentes sociétales.

Si l'on devait formuler une critique, elle toucherait à la focale de la conclusion. Commencée dans une perspective comparatiste large, cette histoire semble se terminer sur une scène nationale, voire régionale : effet d'un parcours chronologique qui s'interrompt au milieu des années 1980 ? Il est évident que le conseil agricole prend de nouvelles formes avec le développement d'une prise de conscience des enjeux mondiaux de l'alimentation et de l'environnement à la fin du xx^e siècle, ouvrant sur de nouvelles circulations de l'information, de nouvelles expertises, de nouvelles logiques de *social learning*. Mais cette soudure entre le travail de l'historien et celui du sociologue, Sylvain Brunier a amplement le temps de la travailler, dans un dialogue interdisciplinaire déjà excellemment initié par cette très riche étude.

Pierre Cornu,
historien, professeur,
Université Lumière Lyon-2,
Laboratoire d'études
rurales (EA 3728), Lyon